

DÉVELOPPER ENSEMBLE UN PLAN D'ACTION POUR ARRACHER PLUS DE MOYENS

Impossibilité de prendre des vacances, cadences infernales, manque de matériel, réformes contre-productives, avenir incertain... Tout le monde s'accorde à dire que la situation des chemins de fer est désastreuse. Si nous ne voulons pas laisser notre avenir aux mains de gestionnaires peu scrupuleux, nous devons agir collectivement. C'est la raison de la grève du 5 octobre.

Cette grève entend mettre le gouvernement sous pression pendant le conclave budgétaire. La situation budgétaire du chemin de fer est catastrophique. Au début de son mandat, le ministre de la Mobilité a réussi à faire illusion en annonçant une série d'investissements, principalement dans les infrastructures. Mais ce gouvernement n'est jamais revenu sur les coupes budgétaires des gouvernements précédents. Les budgets ont été engloutis par la crise du COVID, et maintenant par la crise énergétique. Les propositions du ministre exprimées dans sa « Vision 2040 » nécessitent beaucoup plus d'investissements, alors qu'il n'est même pas certain que la SNCB continue à remplir ses missions de service public.

Les patrons de la SNCB et d'Infrabel estiment qu'ils auront besoin de 3,4 milliards d'euros supplémentaires au cours des dix prochaines années. Ce chiffre ne comprend pas d'enveloppe pour le personnel, alors que les salaires n'ont pas été augmentés depuis 2008 et que les conditions de travail n'ont fait que se dégrader. À tel point que le nombre de collègues qui démissionnent d'eux-mêmes est en augmentation constante.

POUR UN VÉRITABLE CAHIER DE REVENDICATIONS

Le front commun syndical exige à juste titre plus de personnel, mais il ne sert à rien de recruter du personnel si les gens repartent immédiatement. Les conditions de travail doivent être bien meilleures. **Une grève ne peut avoir lieu sans un ensemble clair de revendications, avec des objectifs concrets pour tous les cheminots et pour chaque secteur :**

- Une augmentation fondamentale des salaires.
- Une date limite à laquelle une demande de congé doit être automatiquement acceptée.
- De nouvelles mesures pour un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée.
- Des investissements fondamentaux dans l'infrastructure et les ressources humaines afin de fournir et de développer l'offre promise.

En élaborant une telle liste de revendications de manière démocratique et transparente, nous pourrions convaincre davantage de collègues d'entrer en action. Il faut dire que les trois syndicats ont attendu longtemps avant de soudainement se mobiliser... Le flou autour du plan d'action actuel suscite la méfiance et certains collègues ne se concentrent plus que sur les problèmes de leur propre catégorie professionnelle. Mais nous sommes plus forts ensemble, y compris pour aborder ces questions spécifiques. Il est préférable de rédiger

ensemble notre paquet de revendications, une approche unifiée permet de lutter contre la division. Notre plan d'action doit reposer sur des victoires à arracher.

POUR UN VÉRITABLE PLAN D'ACTION

De nombreux collègues craignent que le plan soit abandonné à la moindre concession du gouvernement. Compte tenu de la situation budgétaire, il ne sera pas facile d'obtenir des fonds pour un protocole social ambitieux. Alors que l'argent ne manque pas ! Les milliards d'euros versés aux actionnaires peuvent être utilisés pour concrétiser nos revendications. Augmenter la pression ne suffit pas, nous avons besoin d'un plan d'action qui renforce le rapport de forces dont nous avons besoin pour imposer le respect de nos revendications.

Le 9 novembre, une grève générale sera organisée par tous les secteurs pour soustraire les prix de l'énergie aux griffes du marché et exiger de meilleurs salaires. Nous pouvons nous y préparer par des actions intermédiaires. Par exemple, avec des assemblées générales du personnel ouvertes à tous les collègues, qu'ils et elles soient syndiqués ou non, couplées à des arrêts de travail.

Il y a quelques jours, l'association francophone Navetteurs.be a publié le communiqué de presse suivant : « [...] nous sommes entièrement d'accord avec les revendications de tous les syndicats. Si les utilisateurs veulent voyager dans de bonnes conditions, ils ont besoin d'un équipement fiable, d'une infrastructure solide et d'un personnel suffisant [...] ». Le contraste entre les promesses des ministres et la réalité du terrain n'a fait que s'accroître, tant pour le personnel ferroviaire que pour les usagers.

L'explosion des prix de l'énergie illustre les conséquences désastreuses d'une politique qui laisse tout « au marché ». Nous devons stopper les projets de libéralisation et de privatisation et défendre des investissements publics massifs dans un service public ferroviaire. Utilisons la grève du 5 octobre comme point de départ d'une nouvelle stratégie pour arracher les moyens dont les transports publics ont si désespérément besoin.



LIBRE PARCOURS

Journal d'action par et pour des militants combattifs et critiques du transport public

LIBREPARCOURS.NET



WWW.SOCIALISME.BE
WWW.FACEBOOK.COM/
PSLLSP.PARTISOCIALISTEDELUTTE

ORGANISONS LA MOBILISATION POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 9/11 SUR TOUS LES LIEUX DE TRAVAIL

La forte participation à l'action syndicale du 21/9 et l'immense colère face aux mesurette du gouvernement rendent difficile aux dirigeants syndicaux même les plus hésitants de remettre en question la grève du 9/11. Une journée d'action (comme le suggère Marc Leemans, CSC) ne suffira pas pour gagner. Un nouveau taxe-shift comme en 2015 (au final profitable aux grandes entreprises) ne suffira pas pour répondre aux besoins. Dans plusieurs secteurs, la hausse des prix de l'énergie aggrave le manque de moyens et son impact sur le personnel. Mais les géants de l'énergie empochent des bénéfices hallucinants.

AUGMENTONS LES SALAIRES !

Le patronat a laissé fuiter une prévision partielle d'écart salarial avec les pays voisins. Évidemment, l'indexation automatique permet de mieux tempérer l'écart entre salaires et hausse des prix. Mais selon la FGTB, « l'analyse en question montre que les bénéfices des entreprises restent supérieurs à la moyenne des années précédentes ». Ils disposent des moyens pour une nécessaire augmentation tous les salaires d'un minimum de 2 euros/heure (330 euros brut/mois).

NATIONALISONS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE !

Les propositions de l'énergie "en mains publiques" prennent différentes formes. Il peut s'agir de réguler les prix (toujours avec une marge bénéficiaire) dans un marché privé. Pour le PS, cela semble plutôt être une revendication de campagne qu'une vraie proposition pour le gouvernement. Le PTB défend un pôle d'entreprises publiques à côté du privé. Mais elles seront soumises à la concurrence du marché et donc à la logique de rentabilité. Il suffit de voir comment Proximus et Bpost, dont le gouvernement possède 51% des actions, fonctionnent comme des entreprises privées.

La nationalisation de tout le secteur est nécessaire pour sauver notre qualité de vie en produisant de l'énergie verte à prix abordable. Les grands actionnaires ont assez profité de la crise, il ne doit pas être question de rachat de leurs actions, ni d'indemnités. Cela permettrait de mobiliser les liquidités nécessaires aux investissements massifs à réaliser, dans le cadre d'une planification rationnelle et écologique de l'économie. Pour éviter la mauvaise gestion bureaucratique, cela doit se faire sous gestion et contrôle des travailleuses et travailleurs eux-mêmes.

UN PLAN D'ACTION POUR GAGNER

Le plan d'action allant crescendo de l'automne 2014 a démontré l'étendue de notre force collective. Le gouvernement n'est resté en place que faute d'un deuxième plan d'action plus intense, avec par exemple une série de grèves générales de 24, 48 ou 72 heures. Nous ne pouvons pas nous permettre à nouveau une telle erreur. Nous avons besoin d'un plan d'action élaboré à l'avance pour la suite. Ne plions pas sans obtenir une réelle augmentation des salaires et une nationalisation de l'ensemble du secteur énergétique !

PROGRAMME D'URGENCE

- Payer pour aller travailler ? Pas question ! Remboursement intégral des frais de transport.
- Restauration complète de l'index avec contrôle de la classe ouvrière sur son calcul et sa composition. Chaque fois que l'index est dépassé, l'ensemble des salaires et allocations doivent être immédiatement augmentés.
- Brisons la loi sur les salaires ! Augmentation de tous les salaires de 2 € de l'heure (330 € par mois) !
- Augmentation du salaire minimum à 15 euros de l'heure, ou 2.470 euros bruts par mois, et de la pension minimum à 1.700 euros.
- À travail égal, salaire égal ! Individualisation des allocations sociales et revalorisation de celles-ci au-dessus du seuil de pauvreté.
- Contre les rythmes de travail insoutenables et pour l'emploi : la semaine de 30 heures, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire.
- Nous avons besoin d'un plan d'investissement massif pour développer les services publics tels que les transports publics, les crèches, l'enseignement, les soins de santé... et en rendre l'accès gratuit.
- Pour nos portefeuilles et pour une transition verte : nationalisation de l'ensemble du secteur énergétique !
- Gel de tous les loyers. Pour la construction de logements sociaux en masse, afin que le marché immobilier ne soit pas laissé aux caprices des propriétaires et des spéculateurs.
- Taxons les grandes fortunes !
- Nationalisons le secteur financier sous contrôle démocratique pour éviter la fuite des capitaux et pour que la collectivité ait une vue d'ensemble de tous les flux financiers et que les ressources disponibles soient investies dans ce qui est socialement nécessaire.
- Stop à la guerre en Ukraine ! Pour la fin de tous les conflits impérialistes !
- Pour une économie planifiée démocratiquement, le socialisme démocratique.

ORGANISEZ-VOUS POUR RENVERSER LE CAPITALISME, REJOIGNEZ LE PSL

Le PSL rassemble des travailleurs et des jeunes pour défendre une société socialiste. Vous voulez en savoir plus ? Participez à nos rencontres avec le syndicaliste de combat britannique Mike Forster, abonnez-vous à notre mensuel Lutte Socialiste et rejoignez le PSL !

La classe ouvrière britannique est entrée en action ! Découvrez tout à ce sujet au cours de nos rencontres avec Mike Forster de Socialist Alternative.

Meetings : **Anvers** lun. 24/10 ; **Gand** ma. 25/10 ; **Liège** mer. 26/10. 19h Barricade, Rue Pierreuse 19-21 ; **Bruxelles** jeu. 27/10 19h30 Pianofabriek, Rue Fort 35, St-Gilles ; **Louvain** ven. 28/10

NOUS CONTACTER :

info@socialisme.be ou 0472436075 (Michael)

Qui compte encore sur les médias dominants pour relayer correctement nos inquiétudes et nos combats ? Acheter le mensuel Lutte Socialiste pour 2 euros ou prenez un abonnement annuel de 20 euros (ou plus en soutien).

